

# **L'ombre et le regard. Quel a été le rôle d'Alexis Leger dans les *accords de Munich* ?**

**Christian Pallandre**

« Comme il ne se mettait jamais en avant,  
son rôle propre est difficile à démêler »  
Jean-Baptiste Duroselle<sup>1</sup>

La présence d'Alexis Leger à la Conférence de Munich (29-30 septembre 1938) est tout sauf fortuite.

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères il exerce alors les plus hautes responsabilités au Quai d'Orsay à Paris, en face de la Seine. Avec le rang d'Ambassadeur, c'est un des premiers commis de l'État.

Il est au faite de son importance administrative. Son ombre est partout présente dans les dossiers de politique extérieure. Rien ne laisse penser qu'il sera congédié brutalement dix-huit mois après, par Paul Reynaud, devenu à son tour Président du Conseil<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *La Politique étrangère de la France - La décadence - 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, p. 25. Les lignes qui suivent doivent beaucoup au souvenir des analyses pertinentes de cet excellent professeur que j'ai connu au Centre Censier à Paris en 1970.

<sup>2</sup> Voir les souvenirs de Roland de Margerie dans *Journal 1939-1940*, Grasset, 2010, présentation d'Eric Roussel, ou ceux de Raymond de Sainte-Suzanne dans *Une politique étrangère - Le Quai d'Orsay et Saint-John Perse à l'épreuve d'un regard (novembre 1938-juin 1940)*, Henriette et Philippe Levillain éd., Viviane Hamy, 2000.

On a peu souvent tenté d'évaluer le rôle et l'influence exacts d'Alexis Leger sur la décision du Président du Conseil Édouard Daladier de signer les accords de Munich au nom de la France.

Cela est dû, en partie, à l'absence d'un compte rendu officiel français de ces deux journées, même si Daladier a laissé un mémoire inédit, André François-Poncet, ambassadeur à Berlin, en a fait l'exposé dans ses *Mémoires* et Leger, lui-même, dicté ses souvenirs. De la sorte on ne peut juger aisément de l'action du Secrétaire général à cette conférence, demeurée symbole de l'abaissement des démocraties à la veille de la seconde guerre mondiale. Le rôle d'Alexis Leger, qui y est souvent considéré comme subalterne, est peut-être à reconsidérer.

A t-il été plus actif, ou actif autrement qu'on ne le pense ou qu'il le dit ? A t-il défendu les intérêts de Prague ou au contraire facilité leur affaiblissement à cet instant crucial où est formalisé le retrait de la France et de la Grande Bretagne face aux puissances de l'Axe ?

Ce serait faire assez peu de cas de la personnalité exceptionnelle de Leger que de le confiner à Munich dans un rôle second ou d'arrière plan<sup>3</sup>.

Quelle hypothèse retenir ? La Conférence de Munich ne s'est pas jouée seulement sur deux funestes journées de fin septembre 1938. Elle a plutôt été le résultat d'un processus dans lequel le diplomate Leger est profondément impliqué. Est-ce à dire qu'elle est le résultat d'une politique suivie d'abandon et pas seulement une erreur isolée à jamais inoubliable ?

\*

---

<sup>3</sup> Parmi les dernières études sur le poète-diplomate : Renaud Meltz, *Alexis Leger dit Saint-John Perse*, Flammarion, « Grandes biographies », 2008, et Renée Ventresque, *La « Pléiade » de Saint-John Perse. La Poésie contre l'Histoire, op. cit.*

Revenons de quelques années en arrière.

Parti en Chine en 1916, où il allait faire ses premiers pas diplomatiques, deux ans seulement après sa réussite au concours d'entrée dans la « Carrière »,

Sur un grand niais de paquebot dégingandé, qui semble avoir été gréé en Pologne, et qui n'a même pas su semer la rose des vents de son hélice malgré tous les mauvais conseils que je lui ai soufflés, j'ai voyagé sans danger avec des banquiers pauvres, des médecins malades, des femmes belles et paisibles à vous donner le mal de mer...<sup>4</sup>

Il a la faveur de Philippe Berthelot, ancien autre diplomate « chinois », concentré flamboyant d'intelligence, ami des poètes, successeur du diplomate-historien Maurice Paléologue au poste de Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, artisan du Traité de Versailles et conseiller d'Aristide Briand. Leger va devenir progressivement son rival à son retour en France en 1921.

Successivement Directeur des Affaires d'Asie et d'Océanie, Ministre plénipotentiaire en 1927, Directeur des Affaires Politiques et Commerciales, il passe rapidement, et avec brio, les étapes sans plus retourner en poste hors des frontières.

Leger travaille sur les thèmes, les idées et les conceptions de Briand qui souhaite assurer une *sécurité collective* sous l'égide de la Société des Nations et rapprocher la France victorieuse et l'Allemagne vaincue.

---

<sup>4</sup> Cité par Jean-Luc Barré dans *Le Seigneur chat, Philippe Berthelot, (1866-1934)*, Plon, 1988, p. 301 ; lettre d'Alexis Leger à Philippe Berthelot du 13 novembre 1916 (archives privées).

## *Souffle de Perse* n° 15 • 34

Berthelot, amoureux des situations franches, fin analyste, décrit Leger sans indulgence :

Il écoute et quand il jugera qu'il en sait assez, il voudra prendre ma place.<sup>5</sup>

Leger est présent à Locarno en 1925, sommet de la diplomatie des grandes puissances européennes, qui permettra à l'Anglais Austen Chamberlain, au Français Aristide Briand et à l'Allemand Gustav Stresemann de recevoir ensuite le Prix Nobel de la Paix.

Mettant à profit ses capacités de rédaction il prolonge l'esprit *locarnien* en travaillant à la mise au point de ce qui devient, en 1928, le pacte *Briand-Kellog*, cherchant la « renonciation à la guerre comme instrument politique ». Ce dernier outil diplomatique vise également à réintégrer alors les États-Unis dans la politique internationale.

Leger travaille ensuite, toujours sur la demande de son ministre, à un texte présenté aux sessions de Genève de la Société des Nations pour l'organisation d'un « régime d'Union Fédérale » destiné à resserrer les liens des pays européens et là encore, accessoirement, « geler » toute tentative de redressement allemand.

Berthelot n'est pas séduit par les contributions écrites de Leger mais, affaibli, son avis compte-t-il encore ? Il trouve la « *pactomanie* » fâcheuse pour la position française et juge sévèrement l'ancien Secrétaire de légation qu'il avait distingué. Leger, dit Paul Morand, son compagnon diplomate-écrivain, est l'homme des « longues perspectives »<sup>6</sup>. Son « allure mystérieuse »

---

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 399, témoignage de Léon Noël (peu suspect de complaisance envers Leger), Ambassadeur à Varsovie en 1938. Mireille Sacotte, dans son ouvrage *Alexis Leger / Saint-John Perse* (Belfond, 1991, et L'Harmattan, 1997) évoque toutefois le climat amical de la correspondance *Berthelot / Leger* conservée à la Fondation Saint-John Perse à Aix-en-Provence.

<sup>6</sup> Paul Morand, *Journal d'un attaché d'Ambassade*, Gallimard, 1948, p.22. A cette époque, Morand ressemble étonnamment à « Paul », le jeune diplomate arriviste

et son « regard profond » séduisent certains mais plus vraiment Berthelot qui assène à André Maurois, parlant du projet d'Union Fédérale, un jugement définitif : ce sont « des mots, des mots »<sup>7</sup>. C'est probablement ce qu'on exige le plus d'Alexis Leger à cette époque.

\*

L'année 1938 marque une grande activité de la diplomatie française.

Briand, Barthou, Berthelot disparus, les Allemands entrés à Vienne et *l'Anschluss* réalisé<sup>8</sup> Blum cède, en avril 1938, la Présidence du Conseil à Daladier. L'ancien professeur d'histoire, député du Vaucluse, Président du parti radical, ne fait pas grosse impression sur les milieux conservateurs anglais, comme l'évoque Harold Nicolson :

En face de nos ministres qui étincelaient de décorations, de rubans, il ressemblait à quelque marchand ibérique rendant visite au Sénat romain.<sup>9</sup>

Toutefois son envergure personnelle, sa capacité à traiter des problèmes variés et complexes, son attachement à la défense nationale ont été soulignés par ses contemporains et rappelés par son biographe le plus complet<sup>10</sup>. Partie d'une échoppe de boulanger de

---

décrit par Raymond Radiguet dans le *Bal du Comte d'Orgel* (selon Jean Hugo, leur proche, qui a proposé de nombreuses clés du roman).

<sup>7</sup> Jean-Luc Barré, *op. cit.*, p. 406. Leger, présent à la Conférence de Stresa, travaillera également au pacte de non agression et d'assistance entre l'URSS et la France, signé en 1935 à Paris. On lui reprochera par la suite, notamment le ministre Anatole de Monzie, de ne pas favoriser les bons rapports avec l'Italie.

<sup>8</sup> Le 12 mars 1938, les troupes allemandes sont à Vienne, appelées par le nazi autrichien Seyss-Inquart.

<sup>9</sup> Harold Nicolson, *Journal des années tragiques (1936-1942)*, Grasset, 1971, p. 57, cité par Jean-Baptiste Duroselle, *La Politique étrangère, op. cit.*, p. 202

<sup>10</sup> Élisabeth du Réau, *Édouard Daladier (1884-1970)*, Fayard, 1993. Yvon Lapaquellerie, pseudonyme d'Yvon Bizardel, proche du Président du Conseil, a écrit un *Édouard Daladier*, Flammarion, dès 1940.

Carpentras, la gloire du chef des radicaux socialistes s'accroît au fur et à mesure de ses réussites. Ce jeune boursier qui parle provençal, cet homme qui connaît le peuple, est un professeur bien noté, maire de sa ville natale, puis député du Vaucluse qui devient rapidement ministre. Il est brièvement Président du Conseil en 1933 puis 1934, et, à nouveau, pour une durée plus longue, en 1938 et jusqu'en mars 1940. Son habileté politique s'appuie sur son parti, ses réseaux, y compris les provençaux de Paris, les relations qu'il développe dans les milieux militaires et notamment avec le général Gamelin, chef d'état major. Il est également proche de l'ambassadeur américain en France William Christian Bullitt, ami de Roosevelt. Son aspect sans afféterie, parfois bourru, sa faculté à incarner une République laïque, rassurante, bonhomme, ne doivent pas faire oublier l'excellente machine intellectuelle dont il dispose où les facultés de compréhension, la mémoire, la culture, ne manquent pas.

Ce veuf, brillant soldat en 1914-18, proche des petits patrons et artisans, censeur des « *deux cents familles maîtresses de l'économie française... forces que Richelieu n'eût pas tolérées dans le royaume de France* »<sup>11</sup> d'une honnêteté sans tache, conduit les dernières années d'une III<sup>e</sup> République qu'il a probablement contribué à sauver, le 6 février 1934.

Impliqué prioritairement dans les dossiers de politique intérieure et de défense, préoccupé par les difficultés économiques du pays, les grèves qui se prolongeront jusqu'à la journée nationale du 30 novembre 1938, il doit consulter, face à la montée des périls extérieurs, des conseillers tels que Jacques Kayser, qui dépouille pour lui les dépêches diplomatiques, le conseiller Jacques Daridan et bien entendu Alexis Leger le *sachant* du Quai d'Orsay.

Daladier a choisi, dès son arrivée à la Présidence, de s'appuyer sur Leger, aux convictions républicaines établies, sans esprit de

---

<sup>11</sup> Déclaration de Daladier au Congrès du parti radical de Nantes (octobre 1934).

système, d'une expérience étendue, plutôt que sur Georges Bonnet quelquefois « *tortueux et faible* »<sup>12</sup> qu'il a nommé, pressé par le temps pour rassurer les milieux conservateurs<sup>13</sup>. Il sera de toutes les réunions internationales en tant que « quasi ministre » en présence ou non de Georges Bonnet.

Bonnet affiche une volonté d'apaisement à tout prix avec les puissances de l'Axe ce qui suscite la méfiance voire l'irritation du Président du Conseil. A moyen terme il semble même vouloir aspirer à s'emparer de la Présidence du Conseil fort du soutien des milieux d'affaires, de son expérience de Ministre des Finances et d'ancien ambassadeur à Washington. Daladier cherchera à l'éloigner de certaines occasions et décisions alors que Leger, peu suspect de s'entendre avec le régime de Mussolini, souple et prudent ne le gêne pas.

Leger est un conseiller écouté depuis longtemps. Il l'avait été de Briand et aussi de Léon Blum, en 1936, au moment de la Guerre d'Espagne en initiant et défendant avec ferveur la position de « *non intervention* »<sup>14</sup> essentielle aux Anglais, censée là aussi, tout comme plus tard à Munich, sauver la paix.

Leger, anglophile au moins par réalisme, fortifie également ses relations avec les responsables diplomatiques du Royaume Uni. Il ne s'écartera pas de cette ligne même après le départ de Robert

---

<sup>12</sup> William Ch. Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris, télégramme du 26 septembre 1938 au soir, après la réunion de Londres. « *Bonnet was devious and weak* » (Orville H. Bullitt, « *for the President, personal and secret* », Houghton Mifflin, Boston, 1973, p. 290, cité par Jean-Baptiste Duroselle, *La Politique étrangère, op. cit.*, p. 354).

<sup>13</sup> Témoignage de Daladier en 1967 dans *Munich ou la paix pour cent ans*, film de Marcel Ophuls, archives INA. « *La bourgeoisie aimait Bonnet, l'industrie, la finance aussi. Il représentait les lobbies dont j'avais besoin* »

<sup>14</sup> Voir Claude Thiébaud, « Léon Blum, Alexis Leger et la décision de non intervention en Espagne » in *Les Français et la guerre d'Espagne*, Actes du Colloque de Perpignan, Université de Perpignan, 1990.

## *Souffle de Perse* n° 15 • 38

Vansittart puis d'Anthony Eden qui avaient défendu la ligne anti dictateurs<sup>15</sup> et influencé sa position anti allemande au moment de l'occupation de la Rhénanie, quatre ans après la mort de Briand et de *l'Anschluss* en mars 1938.

Avant Munich et encore plus après, l'ombre de Leger est jugée indispensable. Le Secrétaire général suit le Président dans les difficiles réunions de Londres d'avril et septembre et enfin en Bavière, fin septembre 1938.

Dans la tourmente internationale qui suit l'arrivée du nouveau gouvernement, avec la mobilisation de l'armée tchécoslovaque en mai, le rappel de réservistes français, la mobilisation de la *Home fleet*, on pense exacte l'attitude prêtée au Président du Conseil qui refuse d'entrer en séance au *Führerhaus* de Munich<sup>16</sup> en l'absence du Secrétaire général.

Quand il s'agit d'entrer en séance, Daladier refusa d'entrer sans moi dans la salle, expliquant fermement que le Constitution française lui interdisait d'être privé d'un conseiller diplomatique.<sup>17</sup>

La réunion de Munich est précédée de plusieurs entretiens diplomatiques à Londres, où les représentants français sont reçus par

---

<sup>15</sup> Robert Vansittart, Sous-secrétaire permanent du *Foreign Office* depuis 1930, écarté fin 1937 pour être nommé à des fonctions honorifiques début 1938, par ailleurs auteur de pièces de théâtre, accueillera Leger à Denham, à une heure de Londres, avant le départ de ce dernier pour les États-Unis. Anthony Eden, diplômé d'Eton comme Vansittart, ministre francophile, quitta le *Foreign Office* début 1938. Il sera Premier Ministre en 1955.

<sup>16</sup> Transformé heureusement ensuite en Conservatoire de musique comme souligné par Marcel Ophuls dans *Munich ou la Paix pour cent ans*, Archives INA, *op. cit.*

<sup>17</sup> Récit fait en 1963 par Alexis Leger au journaliste Francis Crémieux et publié sous le titre « Munich aller-retour : souvenirs d'un témoin », le 29 septembre 1988, dans le quotidien *L'Humanité*. Le diplomate italien Filippo Anfuso confirme que Leger apparut « comme par enchantement » à la demande de Daladier qui clamait « Où est Leger ? Je ne commence pas si Leger n'est pas là ».

les dirigeants anglais. A ces discussions essentielles Alexis Leger joue un rôle important.

\*

Le 29 avril 1938, les Anglais avaient déjà indiqué qu'ils n'avaient pas engagé d'alliance avec la Tchécoslovaquie et soulignaient que le problème des minorités allemandes des Sudètes était à régler entre l'Allemagne, à laquelle ils n'étaient pas défavorables, et Prague, émanation française du *diktat* de Versailles.

Le dimanche 18 septembre, – si l'on siège un dimanche à Londres c'est que les affaires sont graves –, les représentants de la Grande Bretagne expriment qu'ils souhaitent vraiment que les Tchèques cèdent l'Ouest de la Bohême, à majorité allemande. Daladier défend le respect des alliances et des obligations contractées par la France, depuis 1924, avec Prague. Toute annexion du territoire serait une félonie et plus encore si l'on n'obtient pas l'accord des intéressés qui y ont installé une ligne de fortifications puissantes, une part notable de leur industrie métallurgique et chimique, les branches importantes de l'exportation, des lignes de communication qui si elles sont abandonnées rendraient très difficiles les liaisons militaires. Ce serait l'abandon du front de revers tchèque, pays qui a fait des efforts d'occidentalisation et où crédit moral et financier de la France sont engagés.

Il est frappant de constater, que le 18 septembre à Londres, comme en avril, la position du Président du Conseil, paraît s'étioler au fil de la rencontre, comme ce sera le cas à Munich. Muni des instruments nécessaires et notamment d'une carte détaillée des concessions acceptables par Prague il est d'abord ferme, indépendant du point de vue britannique, pourfendeur des thèses de l'*appeasement* puis, au fil de la réunion, se rétracte progressivement et accepte de tenir compte des exigences allemandes sans aller toutefois jusqu'à l'idée dangereuse d'un plébiscite. Il se réduit

## *Souffle de Perse* n° 15 • 40

finalement à demander et à accepter une garantie anglaise du territoire dépecé.

Est-ce à dire que Daladier, esprit vif, s'aperçoit d'une erreur d'appréciation de sa part, qu'il recule par faiblesse, fatigue ou qu'il est conduit par ses conseillers ?

Le « *taureau du Vaucluse* » a un esprit suffisamment affirmé et habile pour connaître son entourage. Le ministre Bonnet et son directeur de cabinet, Jules Henry, paraissent trop proches des thèses anglaises pour qu'il compte sur eux.

Corbin, ambassadeur à Londres, ne peut affronter trop directement les Anglais mais marquera par son absence le retour de Chamberlain de Munich. Toutefois il n'a cure de s'aliéner le Quai d'Orsay et son puissant Secrétaire général, qu'il fréquente depuis 1916.

Rochat, ancien Directeur de cabinet de Delbos, Ministre des Affaires étrangères de Blum connaît l'habile puissance de persuasion du Secrétaire général. Quant à Margerie il est jeune et simple Secrétaire à l'ambassade. Il nous reste donc à penser à l'influence de Leger.

Le témoignage de Guy de Girard de Charbonnières présent à Londres, collaborateur de l'Ambassadeur Corbin souligne le rôle que la persuasion et la « voix douce » de Leger opèrent auprès de Daladier. Lors du déjeuner pris en milieu de journée du 18 septembre à l'Ambassade de France, le Président s'approche de Leger :

[Daladier] se pencha vers Alexis Léger qui était assis à sa droite et à côté de qui j'étais moi-même placé.

- Cette garantie que les Anglais ont promis de donner à ce qui restera de la Tchécoslovaquie, vous y croyez, vous, Monsieur l'Ambassadeur ? cela vaut quelque chose à votre avis ?

- Sans aucun doute, Monsieur le Président. D'ailleurs vous avez vu comme M. Chamberlain s'est fait tirer l'oreille avant de l'accorder. Je considère que vous avez remporté un beau succès. Certes la

Tchécoslovaquie pourrait perdre d'après ce qui vient d'être décidé trois millions et demi d'habitants, près du quart de sa population. Mais il s'agit presque uniquement d'Allemands qui, en tout état de cause et avec le III<sup>e</sup> Reich à côté d'eux, ne pourraient manquer de créer les pires difficultés au gouvernement de Prague.<sup>18</sup>

\*

Il est frappant de rappeler que c'est aussi pendant le déjeuner pris avec la délégation française à Munich, Leger présent, que l'évolution de la position de Daladier commença à se faire sentir. Au même moment Chamberlain déjeune avec Ribbentrop et continue à se mettre en place le « traquenard » dont Daladier se plaindra ensuite<sup>19</sup>.

Changement de ton après la seconde rencontre de Chamberlain et Hitler, à Godesberg le 22 septembre. Faisant toujours cavalier seul, le premier anglais reçoit les exigences d'un *mémoire*. Les demandes des Allemands, bien renseignés sur la faiblesse de l'accord franco-anglais, vont bien au delà des concessions admises par la France le 18 septembre et ratifiées le lendemain par le Conseil des Ministres. A la réunion provoquée derechef à Londres, le 25 septembre, les Français et les Anglais semblent prendre acte de l'entrée prochaine de trente divisions nazies en Tchécoslovaquie dès le 1<sup>er</sup> octobre.

Toutefois devant les graves réalités de l'heure, Daladier péremptoire affirme « la France n'acceptera jamais de telles

---

<sup>18</sup> Guy de Girard et Charbonnières, *La plus évitable de toutes les guerres*, Éditions Albatros, 1985, cité par Renaud Meltz dans sa thèse d'histoire contemporaine *Le Mage et le Régent*, p.1006 (consultable notamment à la Fondation Saint-John Perse). Ce témoignage du jeune secrétaire, spécialiste des affaires économiques, n'est pas repris dans son livre *Alexis Leger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*

<sup>19</sup> Le lendemain Chamberlain, reçu séparément par Hitler, signait un accord de non agression avec les Allemands. Les confidences de Daladier faites en 1963, ont été à l'origine du livre de Pierre le Goyet, *Munich, « un traquenard » ? Pouvait-on et devait-on faire la guerre en 1938 ?*, France Empire, 1988.

## *Souffle de Perse* n° 15 • 42

concessions ; la suivra qui voudra »<sup>20</sup>. Pour appuyer sa position il écarte Bonnet de la réunion du lendemain et appelle le Général Gamelin, plus martial. Ce n'est pas encore la guerre mais on s'y prépare. On ne parle plus de concession en tout cas.

\*

Comment expliquer alors le changement et l'accord survenu à Munich ?

Leger part du Bourget le jeudi 29 septembre avec la délégation française vers sept heures quarante cinq du matin. Le Président Daladier inquiet a demandé à son fidèle Directeur de cabinet Marcel Clapier, dont les journaux de l'époque évoquent la similitude mimétique qu'il cultive avec son chef, de l'accompagner. Le Sous-directeur aux Affaires européennes Charles Rochat et bien entendu Alexis Leger sont du voyage. Le pilote les emmène aux commandes du « *Poitou* » un avion d'une douzaine de places destiné aux vols aux longs cours.

Parti l'esprit préoccupé devant ce qu'il pouvait craindre d'un tel périlleux déplacement Daladier, accompagné jusqu'à l'avion par le Ministre de l'air Guy la Chambre, est salué par le jeune chargé d'affaires allemand Kurt Brauer et le Général Gamelin qui lui a fait remettre une note d'État major sur l'impossibilité pour les troupes françaises d'intervenir en Tchécoslovaquie.

Il reçoit aussi les derniers avis du Général Vuillemin<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> La loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, votée après plusieurs années de réflexion, est du 11 juillet 1938.

<sup>21</sup> Témoignage de Daladier dans le film de Marcel Ophuls (*op. cit.*) : « J'ai toujours présent à l'esprit cette phrase que le général Vuillemin m'a dite au Bourget avant le départ : 'S'il y a la guerre, il n'y aura plus d'aviation française au bout de quinze jours' ». Le général Vuillemin avait été très impressionné par l'aviation allemande lors de son voyage en Allemagne du 16 au 21 août. Le capitaine Stehlin l'avait accompagné.

Les chapeaux des notables saluant l'avion du Président, image fameuse qui nous est parvenue, suivent de près la remise par Bonnet à Leger, quelques minutes avant, des dernières instructions, dûment réclamées. Leger aurait exigé de son ministre qu'elles soient « écrites » faute de quoi il aurait menacé de ne pas partir. Menace toute théorique puisque l'importance de l'enjeu, sa position favorable à une réunion à quatre et l'impossibilité quasi absolue de se dérober en présence du Président du Conseil rendent cette vue des choses improbable.

Le témoignage de Daladier rappelle que saisi dans l'après-midi du 28 d'un message du Président Benes<sup>22</sup> il avait cherché à joindre Neville Chamberlain, la veille au soir. Les services du Quai d'Orsay avaient essayé sans succès de joindre le Premier Ministre anglais devenu subitement introuvable.

A son bureau du Ministère de la Guerre, qu'il avait préféré à toute autre installation, on sait que Daladier avait préparé un discours radiodiffusé pour le soir, discours auquel il avait finalement renoncé au moment de l'acceptation de la rencontre du lendemain. Le ton sérieux, la pugnacité du Président Daladier s'adressaient ainsi à l'inquiétude de l'opinion publique :

Ma tâche est rude. Depuis le début des difficultés que nous traversons je n'ai pas cessé un seul jour de travailler, de toutes mes forces, à la sauvegarde de la paix et des intérêts vitaux de la France.

Vous comprendrez qu'à la veille d'une négociation aussi importante j'ai le devoir d'ajourner les explications que je voulais vous donner.<sup>23</sup>

---

<sup>22</sup> Le Tchèque Edvard Benes, ancien Président de l'assemblée de la SDN, quitta la Présidence de la République de son pays le 5 octobre 1938. Le télégramme de Benes à Daladier, qui le priait « *de ne pas oublier les vingt années de collaboration politique que j'ai eues avec la France* », est cité par Jean-Baptiste Duroselle, *La Politique étrangère, op. cit.*, p. 355.

<sup>23</sup> Allocution de Daladier radiodiffusée le 28 septembre 1938 en fin de journée. L'étude très détaillée d'Yvon Lacaze, *L'Opinion publique française et la crise de Munich*, Peter Lang, Berne, 1991, comprend un chapitre concernant la radio,

\*

L'arrivée de la Délégation française à Munich n'est pas exactement ce qu'en attend Daladier. Lui qui espérait chez les « *méridionaux de l'Allemagne* » une rencontre avec un ancien combattant allemand qu'il pourrait peut-être assouplir trouve une première difficulté dès sa descente d'avion. La formation allemande chargée de rendre les honneurs est différente de celle que prévoit le protocole. Le Président du Conseil après avoir hésité un moment sur la position à tenir et consulté Leger décide toutefois d'avancer, les choses étant trop engagées, n'empêche l'ambiance n'est pas engageante.

La discipline allemande tend à arracher toute sensibilité au soldat... mais pour qu'ils ne soient pas en cire les soldats suivent des yeux le chef qui les inspecte, à mesure qu'il passe devant eux.<sup>24</sup>

Accueilli par le Ministre des Affaires étrangères du Reich, Ribbentrop, Daladier est conduit à l'hôtel de la délégation française, *les Quatre Saisons*, établissement de vieille et bonne réputation. Il sera rejoint vers midi par le Maréchal Goering.

On a difficulté à suivre les souvenirs laissés par Leger et François-Poncet en ce qui concerne l'arrivée à Munich. Leger dit avoir été écarté de l'entourage de Daladier par Goering, pas présent à l'aéroport, au motif qu'il aurait pu gêner les accommodements nécessaires.

A Munich : tête de Goering en me voyant. Il me colle à Von Neurath qui me balade en voiture dans les rues de la ville pendant que Goering fonçait avec Daladier chez Hitler.<sup>25</sup>

---

nouvelle technique de communication qu'utilise avec adresse É. Daladier. L'influence croissante de la TSF était combattue par la presse écrite. Le 30 juin 1938, les revues de presse furent limitées à un maximum de trois bulletins de sept minutes par jour.

<sup>24</sup> Yvon Lapaquellerie, *Édouard Daladier*, Flammarion 1940.

François-Poncet se souvient lui d'être parti pour la conférence avec Daladier et Goering et, dit-il : « nous montons à trois dans une voiture découverte », oubliant la présence de Leger.

La photographie prise au moment où le véhicule officiel, en route vers le centre de Conférence, traverse Munich montre, sur la banquette arrière, Daladier et Goering, et devant, André François-Poncet et Alexis Leger.



© Fondation Saint-John Perse

L'arrivée au *Führerhaus* et le début de la conférence sont bien connus. François-Poncet n'est pas admis et, seul, Leger, entre dans la salle de réunion avec le Président du Conseil.

---

<sup>25</sup> Konstantin Von Neurath n'était plus Ministre des Affaires étrangères du Reich depuis février 1938.



Carte postale, coll. privée.

Le *Führerhaus* de Munich, où furent signés les accords des 29-30 septembre 1938.

L'interprète d'Hitler, Paul Schmidt, a laissé des souvenirs assez précis quant à l'ambiance de ce prologue de réunion, vu du côté de l'Allemagne :

Un peu avant 14 heures, je me retrouvai avec les quatre grands, Hitler, Chamberlain, Mussolini et Daladier, accompagné de Ribbentrop, Ciano, Wilson et Alexis Leger, autour d'une table ronde de nouveau trop petite, dans une pièce aménagée 'à la moderne' et la conférence historique de Munich commença.<sup>26</sup>

Daladier, parti dans la réunion comme un trublion, exigeant de savoir si on était là pour dépecer la Tchécoslovaquie, évoquant son départ immédiat est un négociateur difficile malgré le manque de

---

<sup>26</sup> Paul Schmidt, *Sur la scène internationale, ma figuration auprès de Hitler, 1933-1945*, Plon, 1950.

soutien de Chamberlain. Il se voit finalement remettre un projet de texte présenté par Mussolini, préparé la veille par les Allemands<sup>27</sup>.

On voit très bien dans les images filmées à la sortie de la première session, François-Poncet et Daladier monter dans leur voiture officielle et Goering imposer d'autorité sa lourde masse en montant, sans y être convié, dans le véhicule. Ceci incite et oblige François-Poncet à lui céder la place pour un siège opposé. C'est là que se situe probablement le « voyage à trois » précédemment cité<sup>28</sup>.

Le capitaine Stehlin, alors attaché militaire à Berlin mais présent à Munich, raconte que Daladier, à la coupure du déjeuner, était fermé à toute continuation des conversations. A l'hôtel, poursuit le jeune aviateur, très bien introduit dans l'entourage de Goering, il se voit chargé d'arranger un repas entre Daladier et le Maréchal, qui cherche à arrondir les choses. Daladier aurait refusé net indiquant qu'il devait travailler avec ses collaborateurs. Il laisse entrevoir clairement qu'il souhaitait en finir là, voulant assister à la réunion de l'après-midi sans s'y engager ni signer le projet reçu. Goering aurait exprimé de la déception, pas de l'irritation.

\*

Que s'est-il réellement passé ensuite du côté français et anglais et ceci jusqu'à la signature finale au bout de la nuit ?

Comment concilier avec la réalité de l'abandon les souvenirs d'Alexis Leger dictés à Jean Daridan<sup>29</sup> et ceux exprimés à Francis

---

<sup>27</sup> Témoignage oral de Paul Schmidt qui indique, lorsqu'on le prie de traduire le texte de Mussolini, se sentir « un peu dans la situation d'un jeune homme passant le baccalauréat et qui connaît le sujet depuis la veille ».

<sup>28</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin (1931-1938)*, Flammarion, 1946. On trouve dans l'ouvrage un témoignage de première main sur la réunion de l'après-midi à laquelle il a assisté à la demande de Daladier.

<sup>29</sup> Jean Daridan, entré major de sa promotion à l'École des chartes, devenu diplomate, est affecté à la légation de France à Prague (il le restera jusqu'au 7 avril 1938) quand il publie *John Law, père de l'inflation*. Revenu au Quai d'Orsay,

Crémieux où le Secrétaire général apparaît comme un *antimunichois*, adversaire d'Hitler avant Munich ? <sup>30</sup>

S'il fallait mettre en valeur un *antimunichois* d'avant Munich ce serait plutôt René Massigli, alors Directeur des Affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay, qui a communiqué à Leger le 19 septembre 1938, pour l'information du ministre une série d'analyses résumées dans note très défavorable à l'abandon de la Tchécoslovaquie :

L'affaiblissement tchèque constituerait donc un affaiblissement direct de notre force militaire...L'affaiblissement, sinon la ruine totale (tout dépendra du tracé de la frontière) de la seule puissance industrielle -la seule depuis l'Anschluss- qui ne fût pas dans la dépendance de l'Allemagne aurait même d'incalculables conséquences...Loin de ramener l'Allemagne à une politique de coopération, le succès de sa méthode ne pourra que l'encourager à y persévérer. L'énorme sacrifice consenti par les Puissances occidentales le sera sans contrepartie : l'on est, une fois de plus réduit à un acte de foi dans l'évolution pacifique du nouveau pangermanisme...

Leger ne communiqua probablement pas cette note au ministre, ce serait conforme à une ligne de conduite d'un Secrétaire général ne souhaitant pas contrarier le ministre dès qu'il a pris un parti définitif<sup>31</sup>.

---

il travaille au service de la SDN puis comme chargé de mission de Daladier dont il annotera le *Journal de captivité* (Calmann Levy, 1991) dans le texte établi par Jean Daladier, fils du Président du Conseil.

<sup>30</sup> *Œuvres complètes* de Saint-John Perse, Gallimard, coll. de la Pléiade, 1972. La « Biographie », parlant de lui-même à la troisième personne, évoque « l'hostilité connue d'Hitler à son égard ». Le chancelier aurait demandé qui était ce « nègre » qui avait voulu le contrarier.

<sup>31</sup> René Massigli et Raymond de Sainte-Suzanne indiquent que Leger ne s'opposait jamais au ministre un fois prise la décision de celui-ci. Massigli, fâché avec Leger, affirme que c'est par souci de ne pas dissiper son crédit de Secrétaire général, voire par « faiblesse ». Sainte-Suzanne préfère penser que Leger n'affronte jamais son ministre en présence d'un tiers mais réserve l'exposé de son avis au tête à tête.

François-Poncet, venu renforcer la délégation française et aider à suivre la traduction fidèle des propos du Chancelier, se souvient du rôle de Leger, tout comme Schmidt, Ciano<sup>32</sup> et François-Poncet. Ce dernier, normalien féru d'écriture, recevait parfois des injonctions fermes de Leger<sup>33</sup> ce qui ne devait pas lui plaire excessivement. Antinazi et ami de Benes, Leger a-t-il pu ne pas s'opposer à la ruine de la Tchécoslovaquie ?

\*

Ce n'est peut-être pas si difficile à comprendre.

Leger cherche à tenir compte des intérêts français, par dessus tout ; il estime que l'Allemagne est la plus forte, plus encore qu'au temps de la guerre d'Espagne. Il néglige l'appui possible de l'URSS dont l'aviation de guerre serait la plus puissante du continent.

Leger tient compte de la position anglaise dont le Premier Ministre Chamberlain vient de déclarer :

Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation qui se trouve aux prises avec un grand et puissant voisin, nous ne saurions nous engager en toute circonstance à entraîner l'Empire britannique dans la guerre pour cette seule petite nation ? Si nous avions à nous battre, ce devrait être pour des causes plus importantes.<sup>34</sup>

Leger est fidèle et loyal ; il tient compte des instructions du ministre Bonnet et, dit-il, déjà dans l'avion, il pousse Daladier à relire les recommandations reçues :

---

<sup>32</sup> Le comte Galeazzo Ciano, Ministre des Affaires étrangères de l'Italie, est le gendre de Mussolini.

<sup>33</sup> Étienne de Crouy-Chanel, *Alexis Leger l'autre visage de Saint-John Perse*, Éditions Picollec, 1989, p. 228. L'auteur a vu Leger, à la veille de la conférence de Munich, raccrocher vivement l'appareil après un entretien téléphonique avec François-Poncet qui s'était terminé sur un définitif « *C'est un ordre* ».

<sup>34</sup> Allocution radiodiffusée de Neville Chamberlain le 27 septembre 1938 reproduit dans Geneviève Valette et Jacques Bouillon, *Munich 1938*, Armand Colin, 1964, et par André François-Poncet.

## *Souffle de Perse* n° 15 • 50

Je les donnai à Daladier, lui demandant de me les confirmer, pour Daladier cela allait de soi, mais j'insistai pour qu'il les lise. Il les confirma comme excédé<sup>35</sup>

Leger veut défendre le « plan franco-britannique » du 18 septembre et prétend même avoir obtenu un succès avec la garantie de la Légion anglaise et un délai de dix jours pour l'occupation des territoires sudètes.

Alexis Leger fut auprès de Daladier un excellent conseiller, pour la conclusion de l'accord de Munich, il ne fut dans la suite nullement antimunichois, comme on l'a raconté.<sup>36</sup>

Leger est un homme de la sécurité collective. Il a, dès le 10 septembre 1938, proposé une réunion des grandes puissances dont l'idée inspire Daladier<sup>37</sup>.

Finalement les choses n'avaient-elles pas été déjà arrangées et la latitude de Daladier existait-elle ? Chamberlain est aux *abonnés absents*, Mussolini un vrai faux intermédiaire et Hitler se situe entre le patelin et le pathologique. On peut lire encore l'interprète Schmidt :

La conférence de Munich se déroula d'une façon beaucoup moins sensationnelle qu'on ne le supposa à l'époque parce que la décision en faveur de la paix avait déjà été prise la veille...

---

<sup>35</sup> Paroles prêtées à Leger par Francis Crémieux, farouche antimunichois. On n'a jamais retrouvé ces instructions et certains pensent qu'elles n'ont pas été écrites. Georges Bonnet poussait à un accord, sans doute à tout prix. On peut penser que pour Daladier, au contraire, cela n'allait certainement pas de soi.

<sup>36</sup> Georges Bonnet, *Dans la tourmente, 1938-1948*, Fayard, 1971, p. 24. Selon Jean-Baptiste Duroselle, « le problème est de savoir si ce qu'a voulu Briand dans les années 20 continuait à mériter dans les années 30 une fidélité opiniâtre » (*La Politique étrangère de la France, op. cit.* p.24).

<sup>37</sup> Documents Diplomatiques Français, 2, XI, n° 122, message à Chamberlain du 13 septembre 1938 en vue « d'une réunion commune des chefs des gouvernements d'Angleterre, d'Allemagne et de France ».

Le Professeur Girault en vient à dire :

Le seul problème posé aux diplomates était de trouver un moyen de ne pas perdre la face devant les exigences hitlériennes puisque, sur le fond, l'accord était réalisé. L'intermédiaire de Mussolini fut le biais commode. Lorsque Hitler accepte la rencontre, en fin de matinée le 28 septembre il sait à quoi s'en tenir des futures acceptations franco-britannique.<sup>38</sup>

Mais les hommes ayant d'abord leur mot à dire que se serait-il passé si, à Munich, Leger avait été remplacé par Massigli ? Daladier par Mandel ? Chamberlain par Churchill ?

C'est un autre sujet.

\*

On ne peut donc faire peser tout le poids à Leger dans la dérobade française qui n'est finalement qu'un refus anglais et une impossibilité laissée à Daladier d'agir conformément à sa volonté car Daladier est fondamentalement antimunichois.

L'analyse menée sur le rôle du Secrétaire général sur cet homme « si mystérieux » doit toutefois remettre en valeur son rôle diplomatique et réévaluer son rôle à Munich dans l'abandon des Tchécoslovaques.

Daladier avoua quelques années après au Colonel le Goyet :

J'ai été obligé 1938 de me composer un personnage. Alors que je désapprouvais Munich au fond de moi-même, j'ai dû paraître satisfait. J'étais intérieurement en plein désarroi. J'avais adopté à mon corps défendant la politique des concessions. J'étais obligé pendant un certain temps du moins à la maintenir...<sup>39</sup>

Il reste inexact d'affirmer qu'Alexis Leger a tenté de jouer, au long de ses années du Quai d'Orsay, un rôle déterminant sur la

---

<sup>38</sup> René Girault. « La décision gouvernementale en politique extérieure », in *Édouard Daladier chef de gouvernement*, René Rémond et Janine Bourdin (sous la direction de), Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, p. 217.

<sup>39</sup> Marcel Ophuls. *Munich ou la paix pour cent ans*, *op. cit.*

## *Souffle de Perse* n° 15 • 52

politique française<sup>40</sup>. Daladier ne le cite pas une fois dans ses mémoires de captivité, De Gaulle, maître des mots au jugement acéré, le rabaisse au plus bas<sup>41</sup>, mais il fallait s'y attendre pour un sceptique des intentions républicaines du Général :

Léger, malgré ses grandes apparences, n'est pas un caractère. Il est capable d'une diplomatie mais pas d'une politique. Il suit la politique d'un autre, comme il l'a d'ailleurs toujours fait. Ne lui attribuons pas une importance qu'il n'a pas...

Il est probablement exact que Leger soit intervenu pour essayer de tempérer les exigences allemandes en fin de réunion à Munich, soutenant un Daladier affaibli par l'ensemble d'une négociation qui lui échappe. Dernier coup de barre pour éviter que le bateau France ne se fracasse encore davantage dans l'atmosphère sans ordre du jour, la discussion non dirigée, qui traîne en longueur et suscite un nouveau plan anglais. Schmidt n'a aucune raison d'inventer que Leger est intervenu en contredit des exigences allemandes, il souligne que le Secrétaire général tenta quelques secousses :

Je vis Alexis Leger lui parler plusieurs fois, probablement pour l'inciter à protester contre tel ou tel point mais Daladier ne réagit pas sauf les quelques fois dont j'ai parlé et où il prit assez violemment position contre Hitler.<sup>42</sup>

Leger compte comme un succès obtenu par lui l'échelonnement de l'entrée des Allemands en Tchécoslovaquie et cette « garantie anglaise » jamais réelle. Alors peut-être eût-ce été pire encore sans lui ? avec Bonnet par exemple ?

---

<sup>40</sup> Patrick Guyot, *Alexis Leger, Secrétaire général du Quai d'Orsay, 1933-1940*, mémoire de maîtrise, Université Paris I. L'auteur analyse le rôle de Leger et évoque la continuation des idées politiques de Briand dans le discours de 1942. Briand y ressemble à Leger et *vice-versa*.

<sup>41</sup> Margerie, Morand, Charbonnières ne rejoignent pas non plus le général de brigade de Gaulle.

<sup>42</sup> Mireille Sacotte écrit pour sa part, suite aux jugements réciproquement sévères de Leger sur de Gaulle : « *les deux hommes furent égaux dans l'orgueil et dans l'intelligence* » (*Alexis Leger / Saint-John Perse op. cit.*).

Finalement, devant le peu d'engouement réel de la population sur les résultats de Munich<sup>43</sup>, l'épouvante née de la « nuit de cristal », le sentiment finalement admis par les Anglais qu'Hitler n'est pas un gentleman, Daladier, jusqu'en septembre 1939 s'appuiera encore davantage sur Leger qui prit enfin le pas sur Bonnet, pour mener une politique de plus grande fermeté allant jusqu'à la guerre.

\*

Alexis Leger repose désormais dans le petit cimetière de Giens sous une tombe brute marquée du nom de Saint-Leger Leger et du pseudonyme de l'auteur d'*Anabase*. Il y est au calme. Le monument est souvent fleuri des couleurs vives des fleurs de la campagne provençale.

La tombe de Daladier, abandonnée de presque tous, quasi introuvable sous une mousse envahissante, au Père Lachaise, dans un quartier à l'écart, pétrifie le souvenir du Président du Conseil qui fut un des hommes les plus glorifiés de France, de son temps, un petit temps.

Chacun, où qu'il soit désormais, pense probablement à Munich. Peut-être même Daladier répète-t-il :

Si je n'étais pas en paix avec ma conscience, si j'avais le sentiment d'être responsable du désastre, tous ceux qui me connaissent bien savent que je ne lui aurais pas survécu. Mais parce que je suis sûr d'avoir accompli mon devoir envers la patrie, je veux, sans me soucier de mon propre destin, combattre pour la vérité.<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> Si l'on croit les premières études de l'Institut Français d'Opinion Publique de Jean Stoezel. Au fil du mois d'octobre, les journaux font également part du désenchantement de l'opinion française. Voir Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, *op. cit.*

<sup>44</sup> É. Daladier, déposition au procès de Riom, 19 février 1942.

***Souffle de Perse n° 15 • 54***

Quant au poète...

*C'étaient de très grands vents sur la terre des hommes  
de très grands vents à l'œuvre parmi nous...*

29 septembre 2011